

Atelier d'écriture : écrire le territoire

S.O.S. d'un terrain en détresse

« Des droits ! Du pain ! On veut pouvoir manger ! Des droits ! Des fruits ! On veut pouvoir planter ! ». Je me faufilai dans la foule scandant nos revendications et occupant le terrain face à une armée de policiers munis d'un attirail disproportionné quant à la situation, cherchant à rejoindre la première ligne. Ce terrain, c'était tout ce que nous avions pour survivre. Au début, ici, il n'y avait rien ; ce terrain en friche était abandonné depuis plusieurs années, faute d'acheteurs, de projets, de moyens, alors nous avons décidé, avec les gens du quartier, de le cultiver librement. Personne n'avait protesté lors de l'assemblée mensuelle, et tous les représentants syndicaux avaient même approuvé le projet, eux d'habitude si réticents à la moindre action concrète. Face à nous, la Mairie voulait à tout prix le conserver pour des projets immobiliers ; tout ce que nous avions planté non par plaisir mais par nécessité devait être rasé. Alors que je parvenais à accéder aux quelques palettes empilées devant de la foule, un promontoire de fortune révélant la nécessité de la lutte, je cherchais à rassembler mon courage. Si nous étions toutes et tous à l'initiative du projet, j'étais à l'initiative des manifestations : je me devais de prendre la parole. « Vous savez, c'était comme si nous, ici, nous n'existions pas. Il n'y a jamais rien eu pour nous. Nous, tout ce qu'on voulait, c'était vivre. Vivre un peu, on ne demandait pas grand chose. Aujourd'hui ce terrain, vous voyez, pour nous c'est bien plus qu'un bout de terre, c'est nos vies ! Ce sont nos vies que vous voyez, ce sont nos vies que vous voulez prendre ! Ce sont nos vies que vous voulez enfouir ! Ce terrain qu'on cultive, c'est notre seule manière de manger, de manger du frais, de manger bien ! Ce terrain, c'est notre source de nourriture ! » Pour la première fois depuis des semaines, la presse avait décidé de nous écouter, des journalistes tendaient leurs micros, filmaient l'événement. Ce quartier, calme d'apparence, bouillonnait depuis des années. Et je continuais : « Nous sommes en ville sans y être, nous sommes versaillais sans l'être, nous sommes là sans l'être : nous n'importons pas. On s'en moque bien de nos douleurs, lorsque nous perdons tout par une nuit de gel. On s'en moque bien de nos plants de légumes lorsqu'on veut construire des murs ici. On s'en moque bien, de nous, des gens d'ici. Nous sommes de « ces gens-là », de ceux que l'on désigne et balaie d'un revers de main. On n'est rien. On essaie de s'en sortir comme on le peut. Ce qu'on cultive, tant bien que mal, on le partage avec celles et ceux qui n'ont ni les moyens d'acheter du frais, ni les moyens de cultiver eux-mêmes. Mais vous comprenez : on fait tache ici. Notre quartier fait tache, face aux dorures de Versailles, notre terrain

fait tache. Les cultures, *nos* cultures, font tache. »

Jusqu'aujourd'hui, aucun projet n'avait été proposé pour ce terrain, et c'était la raison pour laquelle nous avons décidé d'en faire quelque chose. Tout le monde, ici, en était satisfait : les plus âgés pouvaient manger à leur faim, les jeunes pouvaient apprendre à cultiver, d'autres pouvaient faire les deux. « Voilà pour nous le résultat de l'abandon. L'abandon par nos élus, qui n'ont jamais rien proposé pour nous aider, l'abandon par l'État, qui nous arrache chaque fois un peu plus de moyens, un peu plus de retraite, un peu plus de droits, un peu plus de vie. J'ai vu trop de droits foulés au pied, trop de libertés arrachées aux corps, trop de principes anéantis pour l'argent et le confort des plus riches ; nous l'avons tous vu. Alors nous avons essayé de nous en sortir, du mieux que l'on put. Aujourd'hui, la mairie, la préfecture, les élus, *nos* élus, veulent récupérer ce terrain pour y construire des logements sociaux. Ils veulent, pour aider de nouvelles personnes, rendre plus précaires encore celles et ceux qui n'ont déjà plus rien. Évidemment, nous savons la nécessité de ces logements, évidemment, nous souhaitons que d'autres puissent bénéficier d'un confort, que d'autres puissent, aussi, vivre. Mais ce terrain, nos plantations, c'est tout ce qu'il nous reste. Je ne comprends pas que l'on puisse refuser que des gens mangent à leur faim. Et ce n'est pas seulement ça. Ce terrain est devenu une partie de nous, une partie de notre quartier : nous avons appris à nous connaître, nous avons appris à nous entraider, à lutter. Des terrains, il y en a d'autres ! D'autres terrains à construire qui attendent patiemment. À moins qu'ils ne soient trop près du beau Versailles ! Nous avons adressé des propositions au Maire, et voilà sa réponse ! Des hordes de flicailles suréquipés pour ça ! » Alors que je descends des palettes, que les journalistes m'assènent tant de questions que je ne parviens pas à les entendre toutes, que la foule des habitants du quartier scande toujours les mêmes phrases, brandissant toujours les mêmes pancartes, que je sens la colère continuer à grandir à chaque nouveau cri, les ordres sont donnés. Il leur faut nous disperser et récupérer le terrain. Les premiers tirs de grenades lacrymogènes retentissent alors que la charge commence et, que, dans un bruit de bottes en rangs serrés, une infanterie ridicule se déploie sur des gens qui ne demandent rien de plus que la possibilité de se nourrir. Je vois courir un homme avec d'énormes bottes noires qui claquent contre le bitume, revêtu d'un pantalon et d'un plastron renforcé qui doublent sa taille réelle, le tout surmonté d'un casque à visière fumée pour dissimuler un visage coupable d'horreurs ; il m'a l'air d'un clown en bonne et due forme et aux proportions grotesques, ajoutant davantage de ridicule à la situation. S'il eût troqué sa matraque pour un ballon de baudruche, et son arme de poing pour quelque fleur de farces et attrapes, j'aurais pu croire à un cirque géant. Lui, comme tous les autres, n'étaient que de navrantes caricatures d'elles et eux-mêmes, ils et elles n'avaient rien d'impressionnant, sinon la violence dont elles et ils faisaient preuve face à des habitants d'un quartier populaire qui n'avaient pour se défendre que des pancartes en carton alors détrempées par la pluie qui commençait à tomber et des slogans piquants contre un

système injuste. Je me dis alors qu'un grand malheur avait dû les frapper pour qu'ils et elles puissent désirer devenir de telles personnes, des clowns cependant sanguinaires, avides de peur, ne voulant que mater des femmes et des hommes qui n'ont rien d'autre que des légumes. En même temps, les journalistes s'enfuient du mieux qu'ils le peuvent alors qu'une pluie de matraques en polymère s'abat sur mes camarades, que je vois autour de moi la peur dans leur regard, que chacun d'elles et eux essaie, aussi, de fuir l'assaut coordonné de celles et ceux qui, à l'origine, devaient nous protéger. Je vois les *paramedics* dépassés par ce déferlement de haine, je vois des corps au sol, tabassés, sans défense. Ce qu'ils font aujourd'hui, et ce qui suivra ce qu'ils font aujourd'hui, c'est nous tuer. Nous retirer ce terrain, c'est nous tuer. Je vois les preuves d'un système malade, répressif dans cette charge lourde qui n'a aucun objectif, sinon celui de suivre l'ordre de tuer, car c'est ce qu'ils font. Face à la violence, face aux cris, je ne parviens pas à fuir, à mon tour, je reste figé, en bas des palettes où il y a peu encore je dénonçais la violence du système qui désormais s'abat sur nous. Je ressens une décharge de douleur, quelque part à l'arrière de mon crâne et je perds l'équilibre, je vois une ombre fondre sur moi, puis plus rien.

Je me réveillai, plus tard, à l'abri. Des camarades m'avaient traîné hors de la cohue. Le terrain, désormais déserté, piétiné, était ceint de barrières, bloquant l'accès à nos cultures. Voilà la fin de notre terrain, la fin de notre moyen de subsistance. La fin aussi de ces moments de partage, de ces moments d'entraide, de ces moments d'apprentissage. Les enfants du quartier n'apprendront plus avec quoi planter des tomates, ou à différencier un persil plat d'un persil frisé ; ils n'apprendront plus l'importance de la rotation, l'importance de la cohabitation des plants, de l'équilibre. La végétation protégeait ces lieux, désormais il n'en reste rien. Pourtant nous faisons attention à nos ressources, nous n'arrosions pas en permanence, nous respectons la terre. Nous respectons les lieux. Nous ne nous arrêterons pas. Je ne m'arrêterai pas. Ce terrain, nous le défendrons.

*

« Enfin, Monsieur K. vous ne semblez pas comprendre. Ce terrain appartient à la ville de Versailles, vous n'y avez aucun droit, vous ne pouvez rien prétendre. Vous l'occupez sauvagement, sans droits, et vous souhaiteriez que, par courtoisie peut-être, nous vous le cédions ? Non, vous ne comprenez pas. Ce terrain, qui appartient à la ville je le rappelle encore une fois, est nécessaire à la construction d'hébergements à loyers modérés ; ces logements sociaux seront, sont nécessaires à d'autres personnes que vous, ils sont nécessaires à toutes celles et ceux qui n'ont rien, qui voudraient, qui veulent avoir un toit. Seriez-vous contre un tel projet ?

– Ne me faites pas dire ce que jamais je n'ai dit, Monsieur le Maire. Si je comprends tout à fait

les enjeux de ce terrain pour vous, vous ne semblez pas comprendre non plus l'importance qu'il revêt pour nous. Ce terrain, nous le cultivons parce que nous n'avons rien, nous le cultivons parce que nous avons faim. Combien de retraités n'ont pas assez pour se nourrir décemment, combien de jeunes enfants n'ont pas la chance, comme vous, de manger bien, de manger à leur faim ? Savez-vous seulement comment on plante des haricots, comment on associe les plants pour une meilleure utilisation du sol ? Ces enfants, grâce à ce terrain, l'ont appris. Et savez-vous comment ce terrain a rapproché les gens du quartier, comment il a permis aux enfants de voir autre chose que l'intérieur de leur logement social, qui existe déjà ici, entendez-moi, comment il a permis à des habitants de survivre ? Le savez-vous ?

- Et je devrais être ému, peut-être, par vos paroles ? Évidemment, je comprends votre détresse et j'entends votre appel, mais d'autres sont bien plus nécessaires que vous.
- Il y a bien d'autres terrains en friche dans cette ville, qui ne demandent qu'à être construits. Vous avez le choix sur ces terrains, qui vous appartiennent comme vous le savez dire, d'y faire construire, alors pourquoi ici ? Les terrains dans les quartiers plus proches du centre ne vous semblent-ils pas assez bien pour accueillir des logements sociaux ? Ou la misère vous semblerait-elle trop laide ?
- Allons, Monsieur K., je vous en prie...
- Alors c'est de ça dont il s'agit ? Avez-vous honte de vos habitants ? Celles et ceux qui vous ont élu ?
- Enfin...
- Couvrez cette pauvreté que je ne saurais voir ! Nous ne bougerons pas.
- Ce terrain ne...
- Ne nous appartient pas, peut-être, j'ai entendu. Mais il nous est nécessaire. Nous ne bougerons pas, Monsieur le Maire. »

Il me semblait bien que le Maire ne comprenait pas, enfin qu'il comprenait trop bien, justement. Ce n'était pas nos plantations, le problème ; ce n'avait jamais été nos plantations. Pour lui, c'était de nous voir. De savoir que nous étions là, de savoir que nous existions. Savoir que nous n'avions rien, cela allait encore. Savoir que nous pouvions le faire voir lui semblait une horreur. Une horreur qui, pourtant, était bien là. Là pour nous, les parias de la ville. Nous ne devons pas exister près des dorures. Ce terrain, loin de tout, loin du monde, loin des regards, était le lieu idéal pour cacher la laideur, pour nous cacher. Nous ne partirons pas.

Dans les jours qui suivirent, les habitants qui avaient réussi à passer les barrières avaient essayé de sauver les quelques plants restants, les quelques fruits, quelques légumes qui n'avaient pas été arrachés, déracinés, détruits ; nous avons réussi à semer à nouveau quelques graines. L'espoir nous faisait continuer, nous voulions y croire davantage que nous n'y crussions. Les vies de ces gens étaient dormantes dans les ombres d'une cité morte et ce terrain avait remontré l'or de cette ville : un or vert, rouge, jaune, violet. Nos cultures étaient l'or qui dormait dans l'ombre. Nous nous sommes baissés, nous nous réjouissions de toucher cette pâte molle et froide qui se roulait sous nos doigts en boulettes ocres. Nous nous sommes relevés pour protéger cette boue, notre boue, de laquelle nous sortions notre or ; nous la défendrons. D'abord, personne ne fit attention à notre retour ici, le quartier savait la nécessité de ce terrain, le quartier nous protégeait ; le bruit s'est rapidement répandu, les journalistes ont commencé à revenir, comme des rapaces cherchant la chair la plus fraîche parmi les quasi morts, pour vaincre une faim qu'ils avaient déjà assouvie, alors même que nous cherchions à assouvir la nôtre, et avec eux la préfecture, les brigades, les matraques, les cris, les yeux et les gorges brûlés par la peur et les gaz lacrymogènes, alors que nous ne cherchions qu'à manger, encore une fois. Et encore une fois, le dialogue social suivait son cours. Bientôt les clôtures devinrent des palissades de chantiers, et bientôt, nous n'avions plus accès à rien. Chaque fois que nous pénétrions à nouveau sur le terrain, nous recevions le même coup, dans le même instant. Chaque fois que nous essayions de survivre, on nous enterrait un peu plus.

Ce matin, alors que je revenais aux abords du terrain, voyant les premiers véhicules de chantier investir la terre, un groupe de camarades s'était rejoint. J'entendais, à distance, quelques bribes d'une discussion animée, étrangement optimiste face aux premières tranchées que l'on creusait sous nos yeux impuissants. Une pétition avait été lancée, contre le Maire, contre les travaux. Une pétition avait été lancée pour nous. « Pour les habitants des Petits Bois, pour leur terrain et leurs plantations. Protégeons-les face à la violence de la Mairie ». Plusieurs centaines de signatures avaient déjà été recueillies. Les médias locaux, qui avaient déjà couvert nos manifestations, qui nous avaient déjà rencontrés, écoutés, n'étaient plus les seuls à nous tendre un micro. Les chaînes d'informations en continu parlaient de notre terrain, parlaient de nous, à intervalles réguliers. Plusieurs vidéos de la répression de nos actions avaient été publiées sur Internet, et la pétition avait été lancée en réaction à la violence ridicule qui s'était abattue sur nous. Les plus jeunes camarades avaient fait de notre lutte une lutte plus large ; nos problèmes convergeaient avec ceux des autres. Je me surprénais à sourire, malgré la fatigue et la douleur. Allions-nous être écoutés ?

Une heure sonna, et les téléphones retentirent dans chaque bureau, vibrèrent sur chaque table. Ce fut une journée terrible pour l'équipe municipale, une des ces journées de scandales, un de ces scandales sociaux, si rares dans cette ville que leur seul souvenir faisait tache. Les Petits Bois faisaient encore parler d'eux. D'où venait cette nouvelle ? Personne ne le sut ; elle sortait de toutes les bouches à la fois, de tous les postes, de tous les écrans : une pétition avait été lancée contre le projet de logements sociaux, des solutions avaient été proposées pour laisser ce terrain aux habitants, pour déplacer ce chantier ailleurs. Dans l'accablante chaleur, la Mairie était en effervescence, les publications et les *hashtags* tournaient comme des disques rayés : « Le Maire de Versailles laisse mourir ses habitants à petit feu ». Des coups de fil, comme des tirs de mitraille, faisaient monter chaque fois un peu plus la tension, et le bruit dans les locaux, avant que la réelle bataille s'engage. Les bruits de talons sur le parquet chevron des couloirs donnaient l'impression d'un déplacement de troupes cherchant à gagner du terrain d'un bureau à l'autre, entre les moulures dorées. On n'entendait bientôt plus rien que les voix du Maire, de ses adjoints et des responsables de communication au milieu du vacarme, qui proposaient à voix haute des solutions face à l'ampleur de la situation, comme des généraux hurlant leurs ordres. Les téléphones continuaient à s'allumer, à s'éteindre, à vibrer, et être jetés sur les bureaux. La radio tournait en fond, et les chaînes d'information en continu martelaient des phrases sanglantes, dans une clameur croissante, grossissant comme une marée effroyable. L'équipe municipale était épinglée sur tous les réseaux sociaux : les Petits Bois avaient pris une ampleur nationale. Par bonds furieux, les tendances changeaient, alternant entre les Petits Bois et la Mairie. La vague ronflait face aux yeux des membres de l'équipe municipale, et le scandale gonflait davantage encore. Deux heures moins un quart, des députés de l'opposition s'étaient rendus sur place, des tribunes avaient été signées. Les problématiques locales reflétaient les luttes à toutes les échelles. Pouvoir d'achat, précarité, écologie ; les politiques gouvernementales étaient tout aussi visées que les politiques locales. Les tempes ruisselaient de sueur, l'inhumaine chaleur d'après-midi qui tapait sur les vitres incendiait l'hôtel de ville. À cette minute, il fallait une parade, un moyen de substituer une bonne action au scandale. Il fallait évaluer le désastre, les adjoints essayaient leur première crise, le Maire, en place depuis plus d'une décennie, n'en était pas à son tir d'essai, et se maintenait à flots dans le naufrage général. Dans un dernier soubresaut, une idée fut jetée sur un tableau, et ce fut un soulagement. Les coups de fil reprurent plus doucement, le vacarme cessa progressivement. Lier le projet d'aménagement et ce terrain cultivable, allier les deux, pour se faire bien voir, pour apaiser, pour ne plus être assimilé à un système violent.

Je rafraîchissais frénétiquement les réseaux sociaux sur mon téléphone, entouré de plusieurs camarades en liesse. Des tribunes circulaient sur Internet, et plusieurs députés de gauche nous avaient rejoint, faisant barrage de leurs écharpes face à une nouvelle armée de policiers plus menaçante encore. Cette mobilisation nouvelle était, pour nous, une victoire symbolique : nous étions écoutés. Cette victoire poussait les habitants à sortir encore de chez eux, risquant encore les blessures, l'espoir primant sur la peur. Puis la Mairie publia un communiqué de presse : le projet de logement sociaux ne sera pas avorté, mais le terrain ne nous sera pas, entièrement, retiré. « L'équipe municipale a entendu l'urgence, nous avons entendu la détresse des habitants des Petits Bois. Nous avons la volonté, vous le savez, de remettre la nature au cœur de notre ville et de notre vie : nous avons mené de nombreux projets d'aménagements urbains pour allier le vivant et la ville. Nous voulons incarner le changement et créer des boucles vertueuses dans la ville de Versailles, c'est pourquoi nous avons décidé de céder gracieusement une partie du terrain des Petits Bois aux habitants du quartier, pour que leurs cultures puissent continuer à exister, tout en maintenant le projet de logements sociaux. Ce geste que nous faisons vise à lier les considérations sociales, économiques et écologiques dans une visée de développement durable de ce quartier : cela permettra une synergie d'éléments au sein d'un système nouveau au cœur du quartier. Nous mènerons, par ailleurs, d'autres travaux d'aménagements pour faire des Petits Bois un nouvel éco-quartier ».

*

Ce projet n'était pas parfait, il était loin de l'être, mais nous pouvions continuer, finalement, nos plantations. Le terrain étant suffisamment vaste, les travaux d'aménagements ont pu avoir lieu sans détruire nos cultures. Je ne pouvais m'empêcher de penser, néanmoins, que ce projet était hypocrite, qu'il n'avait autre objectif que d'endiguer la colère, de sauver les apparences. La Mairie ne voulait, en aucun cas, être pointée du doigt. C'était un résultat aux accents néo-colonialistes, on nous avait pris le peu que nous avions, puis on avait décidé de nous en rendre une partie, en gage de bonne foi. Mais nous ne pouvions pas refuser, nous pouvions conserver le terrain en partie, nous pouvions continuer à vivre, en partie. Cela ne réglait pas le problème initial, cela ne l'aggravait pas, pas encore. Mais ce cadeau gracieux de la Mairie contenait de nombreuses règles qui ne rendaient pas notre existence plus simple : tout aménagement se devait d'être réversible, au titre du prêt gracieux pour une durée de quinze ans. Suite à quoi, le dossier serait étudié à nouveau, pour nous redonner ce droit d'accès. Nous devons, aussi, conserver au moins un cinquième de la surface totale pour l'agrémentation : la seule culture vivrière était interdite. La colère était endiguée, pour l'instant. Nous nous en contenterons, pour l'instant.

Note d'intention

Je souhaitais donner à ce récit une dimension d'abord socio-politique plausible, dans une trame contemporaine. L'idée était d'instaurer un conflit entre deux mesures sociales possibles : d'un côté le logement social, de l'autre la possibilité de manger en cultivant, dans la lignée de problématique économiques. Toutes ces lignes politiques résonnent avec l'actualité française. La continuité de ce récit vise à couvrir la récupération de la situation de ces habitants par les différentes forces politiques à l'œuvre, tant au niveau local qu'au niveau national. La complexité de la situation me semble néanmoins très intéressante à traiter : qui du logement social ou du terrain cultivable doit primer ? Je n'ai pas pu, à ce stade, développer tout l'argumentaire de l'une et l'autre des parties, il me faudrait plus de temps et plus de pages. Cependant, *l'excipit* porte un enjeu fort : la récupération d'un scandale politique par les institutions mises en causes pour en faire quelque chose de positif.

Par ailleurs, l'aboutissement de ce récit sera inspiré des jardins familiaux de Versailles et de la ferme de permaculture : pour les jardins familiaux, l'un des trois terrains est loué à la ville, un autre prêté gracieusement par Versailles Habitat et un autre en pleine possession par l'association ; le terrain de la ferme de permaculture appartient au Château de Versailles. Je voudrais proposer un modèle similaire pour ce terrain-ci : un terrain prêté gracieusement, mais entouré de logements sociaux, construits après le prêt du terrain. Ainsi le projet de logement social est rendu possible, et le terrain cultivable peut exister malgré tout. Pour développer au mieux ce récit, en n'omettant aucune réalité socio-politique, ces quelques pages ne sont pas suffisantes : il s'agit pour l'heure d'un assemblage de scènes clefs, qui seront liées entre elles plus tard. Je tenais, malgré tout, à rédiger *l'incipit* et *l'excipit*, pour que l'on puisse saisir la direction du récit, et en proposant des scènes de descriptions, de lutte, de dialogue, pour proposer différentes formes d'entrées dans ce sujet.

Si les références aux jardins familiaux sont évidentes, il me faut, néanmoins, expliciter les références à la ferme de permaculture : les décisions de la Mairie (céder une partie du terrain, la question de la réversibilité, la volonté de créer une boucle vertueuse, ramener le vivant au cœur de la ville, etc.), cela faisait partie de la rhétorique utilisée lors de la visite de la ferme de permaculture, presque mot pour mot. J'ai choisi d'attribuer ces idées aux instances municipales puisque cela me semblait efficace dans une communication officielle, cherchant à limiter les dégâts d'une crise locale, et cela ressemblait, effectivement, à ce qui pourrait être dit dans une telle situation.